

Finances le leadership qui est nécessaire au pays. Bonne chance et meilleurs vœux pour les jours qui viennent.»

L'AGRICULTURE

LES RÉPERCUSSIONS DES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, le budget montre que l'agriculture canadienne est sujette à un accord avec les États-Unis et aux prises avec un gouvernement conservateur pour encore quatre ans.

Le budget ne dépeint pas l'avenir en rose: la diminution de 100 millions de dollars des fonds fédéraux alloués à l'assurance-récolte, la fin de la réfection des embranchements, la fin des avances en espèces sans intérêt, la fin des prêts sur les denrées consentis par la Société du crédit agricole, l'élimination du Programme spécial d'aide à l'exportation des produits laitiers, la fin des subventions «à l'est de» pour les céréales et la farine, et les changements au programme de remise de la taxe sur le carburant.

En tout, les coupures dans le secteur agricole s'élèvent à 200 millions de dollars. Pourtant, la dette des agriculteurs est encore de 22 milliards, la valeur des fermes est à la baisse et les emprunts pour les semences sont très difficiles à obtenir à cause de la hausse incontrôlée des taux d'intérêt.

Le budget et le gouvernement sont une déception pour les agriculteurs canadiens.

* * *

[Français]

LE BUDGET

L'ATTITUDE DE L'OPPOSITION

M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière): Monsieur le Président, le refus donné par les deux chefs de l'opposition de collaborer au rappel de la Chambre en vue de présenter le Budget, vu la fuite qui s'était produite, est un geste tout à fait inacceptable aux yeux des Canadiens et Canadiennes. Messieurs Turner et Broadbent ont choisi de faire passer leurs intérêts personnels avant ceux de la nation. Si ces personnes avaient espéré former un gouvernement dans un avenir rapproché, jamais elles n'auraient agi de la sorte et de façon aussi irresponsable. Sachant qu'ils démissionnent ou doivent démissionner d'une journée à l'autre comme chefs de leurs formations politiques, ils ont malgré tout été incapables de réagir avec la maturité que les Canadiens étaient en droit de s'attendre d'eux.

Article 31 du Règlement

Encore hier, monsieur le Président, ils se sont retirés de la Chambre au moment du discours du Budget. Mais c'est de l'enfantillage tout cela! Où est donc le sérieux de ces deux formations politiques!

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES

L'hon. Ralph Ferguson (Lambton—Middlesex): Monsieur le Président, j'interviens en vertu des dispositions de l'article 31 du Règlement, afin de signaler les énormes compressions budgétaires auxquelles le gouvernement procède dans le secteur de l'agriculture, secteur le plus important de notre pays. Le gouvernement a décidé de s'en prendre aux gens les plus vulnérables de notre économie et il tente de justifier ces compressions par la nécessité de réduire le déficit, alors qu'il n'a pas été réduit, mais accru. En fait, bon nombre de ces compressions tendent à respecter les engagements du gouvernement dans le cadre de l'Accord de libre-échange. Il y a quelques années, on parlait de «Sinc le sabreur». Nous avons maintenant «Mike le grippe-sou».

Dans le discours du Trône, on précisait que l'agriculture constituait un fardeau important pour le Trésor public, et le gouvernement a donc décidé de dépenser près de 400 millions de dollars de moins dans le secteur de l'agriculture. Il réduit les paiements au titre de l'assurance-récolte de 200 millions de dollars, les dépenses au titre du transport des grains et de la farine, de 60 millions de dollars, les sommes consacrées aux programmes de remise en état des embranchements, de 48 millions de dollars et enfin, celles destinées aux programmes de paiements anticipés au titre des grains et des récoltes, de 54 millions de dollars. Les crédits consacrés au programme d'exportation destiné aux producteurs laitiers ont été réduits de 12 millions de dollars, les dépenses de la Commission canadienne du lait de 10 millions de dollars et le programme de prêts basés sur les prix des denrées agricoles offert par la Société du crédit agricole et dont on parle tant, a subi, pour sa part, des compressions de 10 millions de dollars; il a été purement et simplement réduit à néant.

En mettant un terme au programme de remise de la taxe sur le carburant agricole, en décembre, le gouvernement accroîtra de 100 millions de dollars les frais d'exploitation des agriculteurs en 1990, tout ceci au moment même où les agriculteurs du pays ont déjà du mal à faire face aux taux d'intérêt élevés.

Ce budget frappe très durement les agriculteurs au Canada.